

Que se passe-t-il au Réseau

Un premier échange a eu lieu lors de la coordination des Alternatifs des 3 et 4 avril sur le conflit au sein du Réseau Sortir du Nucléaire. La publication d'une première tribune de débat reflétant nos interrogations a été décidée. La voici.

Rouge & Vert

Pour inattendue qu'elle ait pu paraître, la crise du Réseau « Sortir du nucléaire » n'en constitue pas moins l'inévitable conséquence de contradictions internes qui étaient condamnées à s'exacerber dès l'arrivée des premières séries de troisièmes visites décennales sur les 58 réacteurs électronucléaires français.

Au-delà des habituels « problèmes de personnes » et de certains facteurs déclenchants conjoncturels, l'absence d'engagement clair des formations politiques adhérentes du Réseau SdN en vue d'une sortie concrète du nucléaire qui ne soit pas sans cesse repoussée ou sacrifiée à d'autres priorités porte (au terme d'une séquence électorale de trois scrutins de listes en deux ans à peine) une lourde part de responsabilité dans les difficultés traversées par cette fédération de quelque 870 groupes.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » a 12 ans. Sa charte fondatrice fut élaborée fin 1997, suite aux législatives de juin, à l'arrivée Dominique Voynet au ministère de l'écologie du gouvernement Jospin et à l'annonce de la fermeture du surgénérateur de Creys-Malville. Cette décision, effective, supprimait la raison d'être du collectif « Les Européens contre Superphénix », qui donna dès lors naissance au Réseau SdN.

Visant à rassembler un maximum d'acteurs différents pour peser sur les échéances électorales suivantes, la rédaction de la Charte – qui stipulait « A cette période charnière où se pose le problème du renouvellement du parc nucléaire français, nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire – résultait d'un délicat compromis entre des partisans d'une sortie « immédiate » (c'est-à-dire en quelques mois par remise en service/rénovation des vieilles centrales thermiques à charbon, prudemment exclues du texte de la Charte) ou bien d'une sortie très rapide (quelques années) et des partisans de scénarios plus progressifs, à horizon

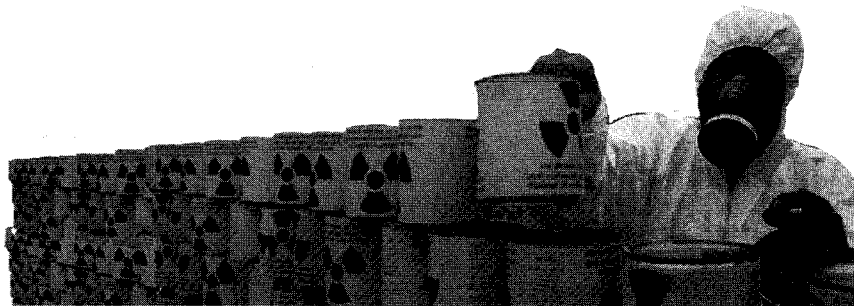
20-25 ans, ce qui était notamment le cas des Verts depuis le brusque passage de la stratégie du « ni ni » à celle de « gauche plurielle » (mais pas encore celui du Mouvement des Ecologistes Indépendants, qui persista jusqu'aux alentours de 2003 à placer le risque radioactif au-dessus de celui du CO2 des centrales à charbon).

A l'époque, même les scénarios antinucléaires les plus longs prévoient « une durée de vie des centrales de vingt-cinq ans », correspondant à « la fermeture de la plus ancienne de nos centrales en fonctionnement (Fessenheim) en 2003 et des centrales les plus récentes (Civaux

et Chooz) en 2025 ».

Or, au début du XXI^e siècle, l'annonce par Jacques Chirac du futuriste projet ITER et du lancement de la construction de quelques réacteurs EPR détourna habilement les antinucléaires d'une exigence de « sortie » à un souci de « non-reliance », certains allant même jusqu'à s'opposer à ce que l'on demande des fermetures de centrales atomiques (par exemple à Fessenheim) sous prétexte que cela « ferait le jeu » des pro-EPR.

La récente monomanie du CO2,



Charte du Réseau «Sortir du nucléaire»

Considérant :

- ◆ les risques croissants d'accidents majeurs dus au vieillissement des installations nucléaires,
- ◆ les dangers que l'accumulation des déchets radioactifs fait courir aux générations présentes et futures,
- ◆ les risques pour la santé, liés à la pollution radioactive due à toute installation nucléaire,
- ◆ que le nucléaire civil favorise directement ou indirectement la prolifération et l'usage de l'arme nucléaire,
- ◆ le coût prohibitif de la filière nucléaire (construction et démantèlement des installations, gestion des déchets radioactifs),
- ◆ les dangers que représente le lobby nucléaire pour la démocratie,
- ◆ que la France est le dernier pays en Europe à tout miser sur le nucléaire,

A cette période charnière où se pose le problème du renouvellement du parc nucléaire français, nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire.

Nous voulons :

- ◆ l'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs,
- ◆ l'arrêt du retraitement du combustible usé à la Hague et de l'utilisation du plutonium à des fins énergétiques (combustible MOX),
- ◆ l'arrêt des exportations d'électricité et de toute technologie nucléaire,
- ◆ le non renouvellement du parc nucléaire,
- ◆ la fermeture des réacteurs en fonctionnement.
- * l'abolition et l'élimination de toutes les armes nucléaires ou radioactives.

C'est possible avec :

- ◆ le développement des économies d'énergie,
- ◆ la mise en place d'une autre politique énergétique basée sur les énergies renouvelables (éolien, solaire, bois...) fortement créatrices d'emplois,
- ◆ le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération ...) ■

"Sortir du nucléaire" ?

érigé depuis le tournant du siècle en seul et unique polluant planétaire face auquel métaux lourds, isotopes radioactifs et autres produits de la chimie ne seraient qu'aimables plaisanteries, fit que même le gaz en cogénération, auquel la Charte du Réseau faisait pourtant, par la force des choses, une large place, devint lui aussi suspect.

Mais le temps passe. Inexorablement. Aujourd'hui, les deux réacteurs de Fessenheim et les quatre du Bugey ont dépassé les 30 ans de connexion au réseau électrique. Vont bientôt suivre, outre quatre des six de Gravelines, ceux de Dampierre, de Blaye, de Saint-Laurent, du Tricastin... En pratique, 38 réacteurs risquent de devenir trentenaires d'ici à 2015, et pas moins de 51 d'ici à 2020.

La volonté affichée par EDF de prolonger toujours plus la durée d'exploitation de ses réacteurs (40 ans, voire 50 ou 60 !) ; le constat qu'une simple « décision de sortie » (comme en Allemagne en 2000) est loin d'entraîner automatiquement une sortie réelle du nucléaire ; l'infirmité de l'hypothèse qu'un vote « écolo » en progression constante permettrait d'imposer par la voie électorale une quelconque décision du type sortie du nucléaire dans un avenir proche, voire lointain, font que le fragile équilibre qui avait présidé à la formulation de la Charte et permis de fédérer au sein du Réseau SdN un nombre important d'associations et un large éventail de mouvements politiques (dont certains, comme quantité de groupes Verts et la ex-LCR, s'y sont montrés très actifs, ès qualité ou sous couvert de diverses associations et ONG) est désormais menacé.

Après une période où le recrutement de groupes avait été privilégié, la Charte est de nouveau reproposée à la signature des particuliers, sur le site sortirdunucleaire.org. Elle l'est cependant sans mention de date de rédaction, comme si elle était en quelque sorte intemporelle... ce qui viole son esprit initial. Et, au-delà de l'apparence de radicalité que s'était donnée le Réseau SdN au moment du Grenelle de l'Environnement, force est de constater que la récente Etude sur des sorties du nucléaire en 5 ou 10 ans persiste à figurer sur le site à simple égalité avec les options negaWatt ou Virage Energie, qui prévoient, elles, des prolongations d'exploitation des réacteurs jusqu'à 40 ans et plus... comme le fait désormais implicitement tout scénario de sortie à plus d'un ou deux quinquennats.

Indépendamment de ces ambiguïtés structurelles, on peut, sans prétendre ici à l'exhaustivité, évoquer quelques déclencheurs de la crise présente, amorcée par la très surréaliste grève d'une équipe de salariés pour obtenir le licenciement d'un collègue dénué d'autorité hiérarchique sur eux.

1) La grève a mobilisé la quasi-totalité des salariés, syndiqués depuis peu, pendant tout janvier, c'est-à-dire en période de préparation de l'AG annuelle (qui se tient traditionnellement fin janvier-début février), mais aussi lors d'une précampagne électorale durant laquelle diverses formations politiques et candidats membres du Réseau (sur des listes Europe Ecologie et même ailleurs) auraient pu être embarrassés par des interrogations trop incisives sur leur positionnement régional en matière de fermeture de centrales nucléaires existantes.

Que, suite à la démission imprévue et forcée, lors de l'AG, des administrateurs défavorables à son licenciement, Stéphane Lhomme ait dû cesser d'être porte-parole et contact presse, n'a certes pas contribué à plus de pugnacité dans l'interpellation des candidats durant la campagne elle-même.

2) La crise faisait suite au sommet de Copenhague sur le climat, période d'intense vie de groupe entre de jeunes militants, bénévoles mais aussi salariés, d'organisations très diverses (mais relativement interchangeables en tant qu'employeurs potentiels pour des salariés soucieux de problématiques environnementales), où dominaient les ONG à l'anglosaxonne rompues au lobbying bruxellois, qui privilégient la communication « positive », un affichage d'apolitisme et le culte de l'efficacité gestionnaire. Et ce au moment même où s'exacerbe en France la tendance à dévaloriser le fonctionnement des associations loi 1901, notamment dans les domaines environnementaux et humanitaire, en considérant que les bénévoles sont des emmerdeurs caractériels et incompetents, que de jeunes diplômés et des « experts » feraient bien mieux tourner les associations sans eux, et que rien ne vaut un CA

potiche, et des donateurs plutôt que des adhérents.

3) Ces phénomènes s'inscrivent aussi dans une phase :

- de confusion croissante des rôles et fonctions entre politique, syndical et associatif, voire entre associatif convivial, ou socio-culturel, et associatif militant ;
- de disqualification dans l'opinion des partis politiques, voire de l'idée même d'engagement ou de parole politique, perçus comme quelque chose de nombriliste ou d'irrationnel, qui fâche et divise inutilement ;
- d'ouverture massive des listes à la « société civile » lors des scrutins électoraux, ce qui aiguise de nouveaux appétits, notamment parmi les responsables associatifs ;
- d'obsession de « l'unitaire », du rassemblement, du fusionnel, du « nombreux on est plus forts » au détriment des contenus et de l'examen de possibles divergences d'intérêts objectifs à court ou à long terme (d'où le leitmotiv que tout le monde serait « au fond » d'accord « sur l'essentiel », quitte à ne pas s'en rendre compte, et que, pour les détails, on verra plus tard).

4) Le tout dans un contexte sociopolitique et économique très dégradé en France et dans le monde, où

- la raréfaction de l'emploi et la crise sociale et environnementale amènent une nouvelle génération de jeunes (sur)diplômés à postuler dans des associations alors qu'ils auraient trouvé des postes intéressants ailleurs en d'autres temps ;
- le secteur associatif et militant est investi (fantasmatiquement) comme un havre de paix et de coopération fraternelle, face à la jungle de l'emploi ordinaire ;
- la montée du discours sur la souffrance au travail ou le harcèlement, ou l'accusation de « violence », sont reprises, en toute sincérité mais de manière abstraite et décalée, par de jeunes salariés associatifs qui n'ont pas la moindre idée des conditions réelles de travail et de subordination hiérarchique, voire



Stéphane Lhomme

de violence physique, dans des multinationales ou des PME ;

A quoi il faudrait ajouter l'extrême difficulté culturelle de nombre de militants « anti » et de la gauche de gauche, y compris parmi les plus chevronnés, à assumer une position d'autorité et de cadrage directif dans le cadre d'un statut d'employeur, fût-il bénévole.

5) Citons enfin rapidement les problèmes très classiques, mais difficiles et cruciaux, de sociologie des organisations et de dynamique de groupe, avec, en particulier :

- la tendance à la bureaucratisation de toute structure qui grossit, vite de surcroît (de 30 à 870 groupes, de 2 000 à 26 000 sympathisants, de 1 à 13 salariés et budget à l'avenant en une dizaine d'années) ;
- un effectif de salariés ayant dépassé le seuil qui nécessite l'élection de délégués du personnel, et devenu supérieur en nombre à celui des 9 bénévoles titulaires au CA ;
- une équipe salariée « rajeunie » en moyenne d'âge (par le départ d'un ancien), homogénéisée y compris en profils de recrutement, intégrant beaucoup de récents arrivants (2 ans ou moins) et formant un noyau soudé autour d'un directeur perçu

comme seul employeur et seul référent fiable ;

- des bénévoles élus au CA moins disponibles que les salariés du fait de leurs propres activités professionnelles, parfois débordés par l'ampleur de la tâche, très dispersés géographiquement, renouvelés plus fréquemment (de manière pas toujours très lisible et prévisible, du fait de la règle du « mieux élu »), et qui ont davantage de mal à se connaître et se concerter entre eux ;
- une propension assez fréquente dans les milieux militants à penser que, en cas d'échec ou de difficultés pour remplir les objectifs, la faute incombe au « manque de moyens » et que la solution réside forcément dans un accroissement des ressources financières pour des embauches supplémentaires et réciproquement, qui deviennent dès lors une fin en soi et un préalable obligé à toute nouvelle réflexion, sans cesse différée, sur les objectifs et finalités ;
- un financement du Réseau essentiellement assuré par les dons d'individuels (donc de non-adhérents), qui garantit son indépendance, mais dispense paradoxalement aussi ses salariés et administrateurs de rendre vraiment compte a priori et a posteriori de leurs choix financiers et stratégiques ;
- un refus de prendre explicitement et statutairement en compte une exigence de parité hommes femmes (d'où des

Contribution/motion des Alternatifs du Tarn à l'AG de Sortir Du Nucléaire Tarn et Poursuivre l'engagement anti-nu mais clarifier les orientations et fonc

Les Alternatifs du Tarn comptent parmi les membres fondateurs de l'association Sortir Du Nucléaire Tarn et Promouvoir les Energies Renouvelables.

La lutte contre l'industrie nucléaire et l'arme atomique sont parmi les fondamentaux du combat des Alternatifs depuis leur création.

L'industrie nucléaire est symptomatique d'un système qui dépossède les citoyens de leur capacité à l'autonomie et aux choix démocratiques de une énergie propre, renouvelable et produite dans des conditions éthiques.

Cette industrie se drapait en permanence dans le secret d'Etat.

Elle est imposée sans aucune concertation au mépris des règles élémentaires de santé publique.

Les déchets qu'elle produit sont un inex-

tricable problème pour les générations actuelles mais aussi et surtout pour les générations à venir.

L'extraction des minerais nécessaires (uranium, thorium...) pour la fission nucléaire se déroule dans des conditions indignes et viole les principes élémentaires des droits humains.

L'industrie nucléaire "civile" est la face émergée de l'industrie nucléaire militaire (le plutonium est produit dans les centrales nucléaires "civiles").

Pour toutes ces raisons, les Alternatifs du Tarn sont résolus à poursuivre leur engagement dans cette lutte.

Néanmoins il nous paraît primordial de préciser ou repréciser dans quelles conditions les Alternatifs du Tarn veulent continuer à participer à la vie du réseau

Sortir Du Nucléaire et de l'association Sortir Du Nucléaire Tarn et Promouvoir les Energies Renouvelables.

Aussi, les Alternatifs du Tarn demandent :

La réintégration de Stéphane Lhomme comme salarié et porte-parole du réseau Sortir Du Nucléaire ;

l'abandon de la plainte contre des anciens-ne-s membres du C.A du réseau ;

une réflexion autour du rôle et de la place des salarié-e-s au sein du réseau SDN (rotation des mandats, des tâches, abolition de la hiérarchie...);

la démocratie interne et la mise en place d'un fonctionnement interne auto-géré et égalitaire (horizontalité) ;

une réflexion autour du rôle et de la

biais dans l'analyse politique des priorités) ;

– une surévaluation de l'importance de l'aspect « unitaire » et « élargissement » par rapport aux autres objectifs d'origine, de la part souvent de personnes d'une grande « radicalité » antinucléaire, mais très attachées affectivement au Réseau pour avoir contribué à sa création et avoir dû faire elles-mêmes d'énormes concessions à cette époque.

Au-delà, donc, de l'opposition entre « climateux » et antinucléaires « purs et durs » (qui recoupe souvent le clivage plus ancien entre intérêts en partie corporatistes de certains vendeurs de renouvelables ou énergéticiens, et perception de bénévoles ayant des intérêts professionnels autres et avant tout soucieux, par exemple, de santé publique ou de respect des libertés), au-delà des dénis réels ou supposés, volontaires ou non, de démocratie au sein d'une structure qui devient objectivement de plus en plus lourde à suivre et à gérer pour de simples bénévoles – épineux et gravissime problème qu'aucune profession de foi « démocratique » ne pourra suffire à régler –, reste la question de fond d'une industrie atomique civilitaire éminemment structurante pour

l'ordre mondial, qui gangrène depuis des décennies la vie politique française.

Dossier certes énorme, mais incontournable et éminemment politique, dont les partis qui s'affichent antinucléaires ont jusqu'ici préféré se défaire prudemment sur des associatifs... quand ils ne leur ont pas carrément saboté le travail.

Que le Réseau Sortir du nucléaire puisse, lors de son AG des 19 et 20 juin, se refonder sur la base d'un retour à l'esprit de sa Charte fondatrice et d'une vraie volonté mobilisatrice de fermeture des réacteurs existants, ou qu'il soit voué à devenir une sorte d'ONG professionnalisée autour de la dénonciation sans fin du nucléaire, attendant jusqu'à la fin des temps la constitution de l'hypothétique majorité qui permettrait par la voie électorale et légale de décider en bloc d'une « sortie », le problème de fond de la sortie du nucléaire reste celui des débouchés, analyses et programmes politiques... Or sur ce point, il reste encore aux Alternatifs à balayer d'urgence devant leur porte. ■

MCG

NB : la première version de la Charte se concluait par cette formule :

«Pour sortir du nucléaire, nous nous engageons, dès maintenant, en rejoignant les signataires de la charte du Réseau «Sortir du nucléaire»».

A propos de la réforme de la PAC

Une pétition vient d'être lancée par un grand nombre d'organisations de la société civile européenne, (Via Campesina, ATTAC., ...) «pour une politique agricole et alimentaire commune, saine, durable juste et solidaire» .

Sans être totalement satisfaite du texte, la commission agriculture et alimentation l'a signée. Vous la trouverez sur www.europeanfooddeclaration.org. ■

M.B

Promouvoir les Energies Renouvelables.

cléaire tionnements du réseau

place du C.A au sein du réseau ;

- la mise en pratique d'une méthode démocratique et transparente de prise de décision et de son application ;
- la transparence dans les finances ;
- la réactualisation et la re-signature de la charte du réseau comme preuve d'engagement au sein du réseau ;
- la promotion de la sobriété énergétique ;
- la mise en débat de réflexions sur les énergies renouvelables et leur mise en application ;
- la clarification de la position du réseau vis-à-vis d'une sortie rapide de l'ère nucléaire ;
- le positionnement clair sur la fermeture des centrales vieillissantes.

Le respect de ces exigences sera la

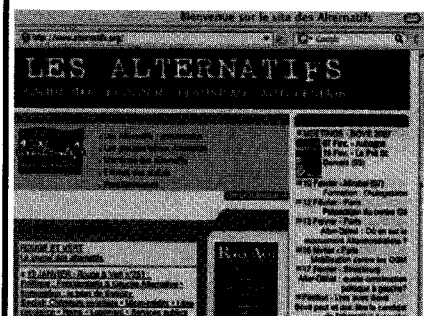
condition sine qua non de la poursuite de l'engagement des Alternatifs du Tarn au sein du réseau Sortir Du Nucléaire.

Les associations fédérées au sein du réseau lui donnent sa force, son originalité. Elles sont responsables de sa vitalité et de sa pertinence comme de ses potentiels conflits internes.

La lutte contre l'industrie nucléaire demande l'union de toutes les forces écologistes anti-nucléaires. Aussi, les conflits internes doivent être désamorcés rapidement afin de nous concentrer sur notre intérêt commun : la sortie définitive et rapide de l'ère de l'électricité nucléaire. ■

Les Alternatifs du Tarn.
15 avril 2010.

Les derniers communiqués des Alternatifs, les liens vers les groupes locaux, notre presse locale, les archives du journal, des affiches, des tracts, des autocollants et des vidéos ...



Retrouvez toutes ces infos sur le site des Alternatifs :
<http://www.alternatifs.org>